



## **Le nucléaire iranien et l'avènement d'un monde multipolaire. Quelles implications pour les Européens ?**

Xavier Dupret  
Juin 2021  
16.700 signes

*Les Etats-Unis et l'Iran sont à couteaux tirés depuis la Révolution islamique de 1979. La conclusion à Vienne en juillet 2015 du Plan d'action global commun (PAGC) au sujet de la filière nucléaire iranienne semblait avoir quelque peu atténué les tensions. C'était sans compter sur les liens privilégiés de Donald Trump avec la monarchie saoudienne et le gouvernement israélien.*

Le magnat républicain n'a cessé de dénoncer ce qui constituait, à ses yeux, le «pire accord jamais conclu» par son pays. La prestation de serment en janvier 2017 du 45ème président des Etats-Unis d'Amérique sonnait donc le glas d'une initiative qui, paradoxalement, n'était en rien un échec.

### *L'échec trumpiste*

Les accords de Vienne avaient été pleinement respectés par le gouvernement iranien. Rappelons, à ce propos, que les négociations de 2015 avaient débouché sur un deal entre l'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, auxquels s'ajoutaient l'Allemagne et l'Union européenne. Le programme était clair: la fin des sanctions financières et commerciales contre Téhéran en échange de l'engagement par les autorités iraniennes de ne jamais se doter de la bombe atomique et donc de ne pas enrichir d'uranium au-delà d'une limite de 3,67%. La bonne application par Téhéran des dispositions du plan devait faire l'objet d'inspections, inopinées, de la part de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Alors que ces dernières n'avaient

jamais démontré d'infractions de la part des Iraniens, Washington décidait, en 2018, de se retirer unilatéralement du PAGC et d'étouffer l'économie iranienne.

L'Europe était mise devant le fait accompli. Sa profonde dépendance militaire à l'égard de l'OTAN l'a vite dissuadée d'opposer toute forme de résistance sérieuse aux desiderata de l'Administration Trump. A vrai dire, les grands groupes européens s'étaient, à cette époque, résignés à ne pas s'engager dans d'ambitieux programmes d'investissements en Iran de peur de faire l'objet à leur tour de pénalités. Les multinationales du Vieux Continent gardaient en mémoire l'amende record (8,9 milliards de dollars) qui avait été infligée en 2013 à BNP Paribas.

Les Européens ont, certes, tenté de bricoler des solutions dans l'espoir de sauver ce qui pouvait encore l'être de la normalisation de leurs relations avec l'Iran. Aucun de ces essais ne permettait cependant à Téhéran d'exporter du pétrole chez nous, le secteur iranien des hydrocarbures ayant été soigneusement blacklisté par Washington. Vu l'importance de l'or noir pour son économie, l'Iran était dans l'obligation de riposter et revoyait à la hausse les seuils d'enrichissement de son industrie nucléaire. Pour les amateurs de statistiques, on précisera qu'en 2017, alors que les Accords de Vienne étaient en vigueur, les exportations de la filière « hydrocarbures » (gaz, pétrole brut, pétrole raffiné et goudrons) de l'Iran représentaient 61,07% des recettes d'exportation du pays, soit 49,362 milliards de dollars (c'est-à-dire 11,07% du PIB iranien)<sup>1</sup>. Pour le budget de l'Etat, les exportations de pétrole équivalaient à 80% des revenus de l'Etat.

Au final, la stratégie trumpiste s'est terminée en queue de poisson. Téhéran a, en effet, opté pour une politique de substitution aux importations qui a permis d'atténuer l'impact des sanctions sur sa balance des paiements. De plus, l'Iran s'est rapproché davantage encore de Moscou et de Pékin. C'est ainsi que la Chine n'a jamais cessé d'importer du pétrole iranien.

Ces faits ne plaidaient d'évidence guère en faveur du maintien d'une pression maximale à l'encontre de Téhéran, ce que Joe Biden n'avait pas manqué de souligner durant la campagne présidentielle de 2020. Las, après la victoire démocrate, la volonté de revenir à l'esprit de 2015 s'était nettement estompée du côté de la Maison-Blanche, en raison principalement de la virulente opposition du camp républicain.

Néanmoins, à l'heure où ces lignes sont écrites (11 juin 2021), les pourparlers entre les Occidentaux et les Iraniens, qui ont repris au mois d'avril de cette année, paraissent susceptibles d'aboutir à un retour au dispositif tel que prévu par le PAGC<sup>2</sup>. Comment expliquer ce revirement? A la fin du mois de mars, les gouvernements iranien et chinois ont conclu un accord de partenariat stratégique d'une durée de 25 ans comportant un volet « investissements » de 400 milliards de dollars. Il en résulte, du moins du point de vue américain, une menace à moyen terme pour les approvisionnements énergétiques occidentaux<sup>3</sup>. Les Etats-Unis savent désormais qu'ils ne sont plus seuls à mener la danse au Moyen-Orient. La presse de référence aux Etats-Unis n'hésitait pas à évoquer à ce sujet un approfondissement de l'influence chinoise dans la région<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> The Observatory of Economic Complexity (OEC), Iran Yearly Exports (2017), Url : <https://oec.world/en/profile/country/irn>. Date de consultation: 2 juin 2021.

<sup>2</sup> Michael Crowley, « U.S. Lifts Some Sanctions on Iranians Before Nuclear Talks », *New York Times*, article mis en ligne le 10 juin 2021. Url: [shorturl.at/xGWX4](http://shorturl.at/xGWX4). Date de consultation: 11 juin 2021.

<sup>3</sup> Ariel Cohen, « China-Iran \$400 Billion Accord: A Power Shift Threatens Western Energy », *Forbes*, article mis en ligne le 5 avril 201. Url: [shorturl.at/adySY](http://shorturl.at/adySY). Date de consultation: 8 juin 2021.

<sup>4</sup> Farnaz Fassih & Steven Lee Myers, « China, With \$400 Billion Iran Deal, Could Deepen Influence in Mideast » *New York Times*, article mis en ligne le 27 mars 2021. Url: [shorturl.at/gsfIO](http://shorturl.at/gsfIO). Date de consultation: 4 mai 2021.

## *Et les Européens ?*

L'influence de la Chine restera importante, quoiqu'il advienne, par ailleurs, des négociations en cours à Vienne au sujet du nucléaire iranien. Il ne faut, en effet, guère avoir étudié les relations internationales pour comprendre que le revirement des Etats-Unis en 2018 et l'irrésolution des Européens ont largement entamé le capital de confiance et de crédibilité des Occidentaux à Téhéran.

Parmi les obstacles à la stabilité de la région, on retrouve évidemment la perspective d'une présidence républicaine qui, succédant éventuellement à Joe Biden en 2024, rééditerait le coup fumant de Donald Trump. Sans nous prononcer sur la plausibilité d'une victoire du Parti Républicain dans 4 ans (une éternité en politique), on se contentera de pointer l'hostilité proverbiale des troupes républicaines à l'égard de tout rapprochement avec l'Iran. Par exemple, le sénateur républicain Marco Rubio élu en Floride était rejoint, le 12 mai 2021, par 43 de ses collègues républicains dans son appel enjoignant l'administration Biden à ne pas lever les sanctions contre Téhéran. Pour la petite histoire, Marco Rubio était candidat à l'investiture républicaine en 2016. Concernant les relations avec l'Iran, l'hostilité des Républicains est en passe de devenir viscérale. C'est ainsi qu'en février de cette année, le sénateur Tom Cotton et 40 de ses collègues introduisaient une résolution d'opposition à la levée des sanctions contre l'Iran<sup>5</sup>.

Si les négociations actuellement en cours se concrétisent par un retour aux dispositions de l'Accord de Vienne de 2015, on pourra dire que les entreprises européennes auront perdu, en raison précisément de la position de vassalité du Vieux Continent à l'endroit de Washington, une occasion de prendre pied au Moyen-Orient. Les plus grandes entreprises européennes ont témoigné, suite au revirement de Donald Trump, un degré de mépris à l'égard autorités iraniennes qu'elles pourraient être gravement pénalisées à l'avenir. Personne à Téhéran n'est prêt d'oublier comment PSA, Siemens et Total ont, alors que l'encre de certains contrats était à peine sèche, fui leurs responsabilités. Tout espoir pour un redémarrage des relations économiques avec Téhéran n'est cependant pas complètement perdu.

Pour s'en convaincre, il faut tenir compte du fait que la méfiance sera plus importante encore en ce qui concerne les entreprises états-uniennes. Théoriquement, le retour aux dispositions du PAGC serait susceptible de faciliter l'installation de compagnies américaines en Iran. Cette perspective relève davantage de la science-fiction que de la saine prospective. En effet, vu le manque de consensus au sein du personnel politique américain en faveur d'une normalisation des relations économiques avec Téhéran, on n'imagine pas les multinationales US se presser au portillon pour investir en Iran.

De surcroît, il n'est pas certain non plus que la partie iranienne soit spécialement demandeuse. Travailler avec certaines grandes firmes états-uniennes n'est, en effet, pas dénué d'enjeux en termes de sécurité nationale dans certains contextes sensibles. Les Iraniens en sont, d'ailleurs, bien conscients. Ils ne sont pas les seuls de par le vaste monde.

Exemplifions le propos. Par exemple, le transfert illégal de données en direction de Washington, via le réseau de communication financière SWIFT (acronyme de Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication), constitue une pratique bien connue des Européens. En 2001, les Etats-Unis, dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, ont exploité illégalement les données du réseau. Depuis, des accords sont intervenus entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Il s'agit des accords SWIFT I (2009) et SWIFT II (2010) destinés à protéger davantage les données des citoyens

---

<sup>5</sup> Nick Wadhams, « Cotton Leads GOP Warning to Biden Against Iran Sanctions Relief », Bloomberg, édition mise en ligne le 25 février 2021. Url: [shorturl.at/hyATX](https://shorturl.at/hyATX). Date de consultation: 8 juin 2021.

européens. A ce propos, « il est de notoriété publique que les Américains n'ont pas respecté les accords SWIFT II, n'ayant pas à en subir les conséquences de la part d'une Union européenne qui peine à faire respecter ses intérêts »<sup>6</sup>.

Il en va de même en ce qui concerne les grands cabinets d'audit américains. On notera également dans ce cas des liens troubles avec les services de renseignement. C'est ainsi qu'il y a un peu plus de deux ans, la presse professionnelle spécialisée dans les nouvelles liées au conseil en stratégie (on n'est donc pas chez des farfelus complotistes) révélait que « le cabinet Mc Kinsey avait engagé comme directrice des audits, un poste au périmètre global logé au sein des départements des risques de la firme<sup>7</sup> », l'ancienne responsable de la CIA pour le renseignement dans l'hémisphère occidental. Plus près de nous, la presse *mainstream* (en l'occurrence, le Mercury News, un quotidien édité à San José en Californie) se faisait l'écho, dans le cadre de l'affaire Snowden, de collusions assez systématiques entre de nombreuses sociétés de consultance et la CIA<sup>8</sup>. L'affaire a déjà pris des proportions aux répercussions mondiales. C'est sur la base de tels constats que le gouvernement chinois a, en 2014, interdit à ses compagnies publiques (c'est-à-dire les plus grandes entreprises du pays) d'entretenir des relations contractuelles avec les grandes firmes de consulting US telles que Mc Kinsey et le Boston Consulting Group<sup>9</sup>. La source qui nous a permis de relever ce fait est le très sérieux Financial Times (pas spécialement une feuille de chou complotiste et paranoïaque).

On ajoutera à cette liste, aussi longue que convaincante, la firme anglo-néerlandaise KPMG. Les quartiers généraux de cette dernière sont, certes, situés sur le territoire de l'Union européenne à Amstelveen dans la banlieue d'Amsterdam mais son siège se trouve à Londres. C'est donc une compagnie de droit britannique. En réalité, chaque cabinet national de KPMG constitue une entité juridique indépendante mais est membre de KPMG International Limited, une société britannique. De surcroît, le management de KPMG est très anglo-saxon puisque le PDG de KPMG à l'échelle mondiale est le canadien Bill Thomas. De surcroît, des liens avec la CIA peuvent être mis en évidence. En 2015, un ancien inspecteur général de la CIA, David Buckley, a été nommé manager général de KPMG aux Etats-Unis. Pour la petite histoire, David Buckley avait démissionné de son poste à la suite de relations houleuses avec le Congrès des Etats-Unis à propos de la publication d'un rapport sur l'utilisation de la torture par la CIA. D'après l'agence de renseignements, la sortie de David Buckley n'avait aucun rapport avec ces questions politiques<sup>10</sup>.

Alors que les investisseurs du Vieux Continent risquent de ne plus avoir la cote pendant un petit temps à Téhéran, il reste cependant une carte à jouer pour les Européens. Lorsque le PAGC a pu sortir ses effets sur le plan économique en 2016, la croissance économique de l'Iran était de 13,4%. L'élection de Donald Trump a ensuite contribué à refroidir l'enthousiasme des investisseurs. C'est ainsi que la croissance en Iran est retombée à 3,76% en 2017. En 2018, après l'annonce du retrait des Etats-Unis du PAGC, l'Iran est entré en récession (-6,03%)<sup>11</sup>. Le redéploiement économique

---

<sup>6</sup> Dominique Garabiol, banquier et professeur associé à l'université Paris 8 cité par Eugène Favier-Baron, Victor Woillet, Sofiane Devillers Guendouze, Yannick Malot, « Le système SWIFT : une arme géopolitique impérialiste (2) », Blast, édition mise en ligne le 1er mars 2021. Url: [shorturl.at/dqDIM](http://shorturl.at/dqDIM). Date de consultation: 11 juin 2021.

<sup>7</sup> Consultor (le portail du conseil stratégique en ligne), « McKinsey : une ancienne de la CIA arrive à la gestion des risques », 14 mars 2019. Url: [shorturl.at/zFGZ4](http://shorturl.at/zFGZ4). Date de consultation: 11 juin 2021.

<sup>8</sup> ASSOCIATED PRESS and ADAM GOLDMAN, « NSA leak highlights key role of private contractors », MercuryNews, édition mise en ligne le 10 juin 2013. Url: [shorturl.at/axKL2](http://shorturl.at/axKL2). Date de consultation: 9 juin 2021.

<sup>9</sup> Financial Times, « China clamps down on US consulting groups », édition mise en ligne le 26 mai 2014. Url : [shorturl.at/mnoL6](http://shorturl.at/mnoL6). Date de consultation : 7 juin 2021.

<sup>10</sup> The Guardian, *CIA inspector general David Buckley's exit "unrelated to politics"*, édition mise en ligne le 5 janvier 2015. Url: <https://www.theguardian.com/us-news/2015/jan/05/cia-inspector-general-david-buckley-exit>. Date de consultation: 11 juin 2021.

<sup>11</sup> World Bank, GDP growth (annual %) - Iran, Islamic Rep. Url: [shorturl.at/cyK05](http://shorturl.at/cyK05). Date de consultation: 9 juin 2021.

auquel donnera lieu le retour aux termes du PGAC se caractérisera par d'importants besoins d'audit et d'aide à la planification. Il s'agit là d'un secteur dans lequel on trouve en Europe des centres d'expertise de taille réduite sans lien avec les grandes firmes de consultance américaines.

Cette voie permettra peut-être de retisser des liens de confiance avec les Européens. Il y a urgence...

Cette analyse a fait l'objet d'une diffusion dans l'édition du 7 juin 2021 du Courrier de Genève (Suisse) ainsi que sur les ondes de Radio Ekonomika, le programme de formation virtuelle des fonctionnaires européens